



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN : QUATRE (04) JOURNALISTES EN GARDE À VUE COMMISSARIAT CENTRAL N°1 A YAOUNDÉ POUR « *SUSPICION DE VOL* » DES LUNETTES DU MINISTRE ALAMINE OUSMANE MEY

Communiqué de presse REDHAC-Coalition pays-Cameroun n°00128/21/09/2026

Douala-Cameroun, le 21 septembre 2026 : le REDHAC et sa Coalition-pays Cameroun sont vivement préoccupés par l'arrestation avec violence de quatre (04) journalistes, et leur détention arbitraire au commissariat central N° 1 de la ville de Yaoundé.

Les faits :

Le 16 septembre 2026, pendant la couverture de l'événement lié à la clôture des journées du groupe de la Banque islamique de développement (Bid) au palais des congrès de Yaoundé, les journalistes **François Essomba** (*Chine Afrique*), **Igor Gwet Bibey** (*Inform plus*), **Solange Djuikam** (*Univers Info.net*) et **Pierre Mouchili** (*Le procès international*) ont été interpellés et conduits pour un premier temps au Commissariat du 10^e arrondissement de Bastos, puis au Commissariat central N°1 de Yaoundé où ils ont été placés en garde à vue. Ils sont soupçonnés de « *vol des lunettes* » du Ministre de l'Économie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) Alamine Ousmane Mey qui présidait ledit événement.

Au moment de l'interpellation des journalistes, ils ont subi des violences des agents de la police et mis en détention alors qu'ils n'étaient pas les seuls professionnels de médias présents sur les lieux.

De tout ce qui précède,

Le REDHAC et sa Coalition pays-Cameroun :

Restent très préoccupés par :

- la recrudescence des atteintes aux droits et libertés fondamentaux, notamment les libertés d'expression, de presse et d'opinion, d'association, de réunion et de manifestation pacifique ;
- s'inquiètent des risques qu'encourent les défenseurs des droits humains, les journalistes et les militant(e)s de la démocratie au Cameroun ;
- condamnent avec la dernière énergie les arrestations et détentions arbitraires, les acharnements de toutes sortes, les menaces et intimidations à l'encontre des défenseurs des droits humains, des journalistes et des militant(e)s de la démocratie ;
- condamnent avec la dernière énergie ces arrestations et détentions arbitraires des professionnels de médias en plein exercice de leurs fonctions sur des éléments de suspicion ;



- expriment leur soutien à : **François Essomba, Igor Gwet Bibey, Solange Djuikam et Pierre Mouchili.**

Aux autorités du Cameroun, le REDHAC et sa Coalition-pays Cameroun :

- demandent leur libération immédiate et sans condition ;
- appellent au respect des journalistes, en l'occurrence dans l'exercice de leur profession ;
- exigent le respect strict du principe de la présomption d'innocence dans cette affaire ;
- demandent que soient assurées la protection physique et psychologique des journalistes;
- exhortent au respect scrupuleux des instruments juridiques régionaux et internationaux librement ratifiés relatifs aux droits humains, aux syndicats, aux partis politiques, aux journalistes et aux Défenseur(e)s des Droits Humains.

Enfin, le REDHAC et sa Coalition-pays Cameroun :

- encouragent le Gouvernement Camerounais à protéger légalement les Défenseur(e)s des Droits Humains, les militant(e)s de la démocratie et les journalistes en adoptant la proposition de loi portant « *Promotion et Protection des Défenseurs des Droits Humains* » révisée et déposée sur le bureau du président du Sénat le 15 avril 2025.

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04
MOB: (+237) 681 23 89 96/ 697 61 81 95
Facebook: RedhacRedhac
Twitter: @RedhacRedhac
Site-Web: www.redhac1.org